



Journée internationale de lutte
pour les droits des femmes

2024

8 mars
Encore & en corps

Gisele Halimi
Rosalind Parks
Olympe de Gouges
Nasrin Sotoudeh

Si les tendances actuelles se poursuivent, **plus de 340 millions de femmes et de filles, soit environ 8 % de la population féminine mondiale, vivront dans l'extrême pauvreté d'ici 2030**, et près d'une sur quatre connaîtra une insécurité alimentaire modérée ou grave. La prochaine génération de femmes consacrera encore en moyenne 2 à 3 heures de plus par jour aux travaux domestiques et aux soins non rémunérés que les hommes.

Tous les jours, des femmes sont victimes de viols dans des conflits.

Au niveau mondial, 360 milliards de dollars supplémentaires par an sont nécessaires pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ce sordide constat est celui des Nations Unies.

En France, les chiffres sont aussi tenaces : dans les entreprises et administrations, les femmes ont toujours **moins de CDI et plus de temps partiels non choisis, sont moins souvent cadres et gagnent moins pour un travail équivalent**. La maternité continue de ralentir leur carrière.

Dans la rue, les médias ou au travail, **le sexisme « ordinaire » ne recule pas, il s'amplifie même**.

Pendant que le Chef du gouvernement apporte son soutien indéfectible à un acteur faisant face à des accusations d'agressions sexuelles multiples, les associations calculent que **le budget alloué aux violences faites aux femmes devrait être multiplié au moins par 15 pour avoir des retombées concrètes et durables**.

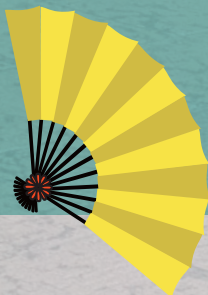
Même la Cour des Comptes pointe **l'absence de stratégie et de politiques globales du gouvernement actuel pour l'égalité femmes-hommes**. La réponse du Chef de l'état : un appel d'un autre temps pour le réarmement démographique du pays et des menaces de la Ministre des droits des femmes de couper les vivres aux associations déjà exangues.

Au parlement et au Sénat, le patriarcat vote aussi :

Le Parlement et le Sénat ont supprimé la référence au « droit » pour parler de « la liberté garantie » des femmes d'avorter dans le texte pour la constitutionnalisation de l'avortement.

Le Sénat vient de rejeter une proposition de loi qui pourrait garantir un arrêt menstruel pour des millions de femmes souffrant de règles douloureuses.

Le budget du ministère délégué chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations vient encore de perdre 7 millions d'euros, soit 10%.



Avec les associations féministes nationales, le Collectif 8 mars demande la mise en place d'un budget minimal de 2,6 milliards d'euros pour la lutte contre les violences de genre et l'adoption de politiques publiques adaptées aux enjeux.

**ALORS OUI EN CE 8 MARS 2024,
NOUS ASSOCIATIONS FÉMINISTES, EXIGEONS DES
POLITIQUES PUBLIQUES POUR UNE RÉELLE ÉGALITÉ
ENCORE ET EN CORPS**



Collectif 8 mars
Angoulême - Charente

collectif8mars16@gmail.com